

Affaires urbaines

urbains. L'autre, d'ordre plus général, porte sur la justesse du programme de logement du gouvernement. Je vais traiter de ces deux parties au cours de mes remarques.

Il importe que la Chambre sache bien que le Nouveau parti démocratique est d'accord sur la nécessité d'établir, dès maintenant, un programme de logement, et de l'établir au niveau fédéral afin d'en faire un programme national. Il faut faire de l'habitation un droit fondamental de tous les citoyens canadiens, tout comme le sont devenus l'enseignement, il y a des décennies, après des années de travail et de réflexion sérieuse et, plus récemment, l'assurance frais médicaux. Nous partons de cette hypothèse et nous nous demandons ensuite comment il faut orienter l'économie dans une situation donnée pour réaliser cette hypothèse.

M. Yewchuk: Dites quelque chose d'utile.

M. Broadbent: Le député me demande de dire quelque chose d'utile. Cette repartie brillante et pénétrante provient d'un député à ma droite. J'ai écouté le porte-parole officiel du parti conservateur pendant deux jours et n'ai rien entendu si ce n'est de grandes phrases ampoulées. Il n'y a eu aucun exposé systématique des idées qui auraient été exprimées au Congrès de son parti il y a à peine plus d'une semaine et où, paraît-il, on aurait élaboré un programme d'affaires urbaines. Ce parti n'a donné aucune indication de ce qu'il entend faire. Je demande à mon honorable ami avec toute la modestie possible de bien vouloir se la fermer et d'écouter ce que j'ai à dire. Peut-être apprendra-t-il ainsi quelque chose de la philosophie sociale et, dans ce contexte, quelque chose de pratique qu'on peut faire au Canada. Notre parti ne plaisante pas sur ces deux objectifs. Je sais qu'il est difficile à un conservateur de comprendre ce genre d'attitude en politique, mais je lui demande d'être patient et de permettre au moins à un tenant de cette doctrine d'exprimer ses idées.

● (1620)

Comme je le disais avant d'avoir été interrompu si brusquement et si bêtement, notre parti part du principe que nous devons viser à ce que notre économie permette à tous les Canadiens d'avoir droit à un logement. J'aimerais me reporter à certains articles qui ont paru il y a quelques semaines dans la revue *New Yorker*, qui est loin d'être un modèle de la pensée socialiste. Ils sont de la plume d'un certain M. Goodwin, qui traite du sujet avec beaucoup de sérieux, d'imagination et de cohérence. Il traite du genre de problème que j'essaie de soulever à propos de l'habitation. Selon lui, sur le plan de nos priorités humaines, et il parle en tant qu'Américain prudent, l'économie n'est plus contrôlée du tout par l'élément humain. Aussi prône-t-il, dans sa conclusion plutôt pessimiste, un sang nouveau venant d'en-dessous, en dehors des influences politiques, l'objectif ultime étant que les gens devraient en arriver à contrôler le système économique pour pouvoir poursuivre les objectifs sociaux auxquels notre société aspire tant. Les députés conservateurs à ma droite conservent leur joviale attitude du XVIII^e siècle, sauf deux ou trois députés honorables et consciencieux. Les autres préconisent encore des idées que j'avais cru disparues dix ans après Adam Smith. Telle est ma réaction emphatique à des paroles creuses.

L'attitude adoptée par le gouvernement et le parti conservateur à l'égard de l'habitation a été en somme de

manipuler le système du marché. C'est la ligne de conduite primordiale adoptée pour atteindre cet objectif social. Il serait aussi absurde d'adopter cette politique pour remédier à nos besoins en matière d'instruction que de l'avoir prise durant les débats sur le régime d'assurance frais médicaux dans les années cinquante et soixante. Nous y avons alors renoncé, nous avons isolé ces domaines de l'existence du système du marché, mais les vieux partis veulent encore que l'habitation demeure dans la structure et sous la régie de l'économie du marché. Je crois qu'en adoptant au départ une hypothèse de ce genre, on commet une erreur fondamentale qui aura une répercussion importante sur toutes les propositions «concrètes» faites en qualité de gouvernement ou d'opposition officielle.

Je n'ai pas l'intention de débiter encore une fois toutes les données que j'ai fournies lorsque j'ai participé au débat sur l'Adresse et qu'ont aussi fournies d'autres membres de mon parti et aussi des autres partis ces dernières semaines...

M. Gilbert: Les conservateurs ne se sont pas donné la peine de parler de l'habitation dans ce débat.

M. Broadbent: C'est exact. Aucun député conservateur n'a parlé de l'habitation pendant le débat sur l'Adresse. Je ne reviendrai pas sur les données que moi-même et d'autres avons fournies ces dernières semaines. De fait, nous traversons une crise du logement très grave, surtout dans nos villes, parce que la forte natalité de l'après-guerre va se répercuter sur le marché de l'habitation. Ces enfants nous avaient créé des problèmes à l'école au niveau élémentaire, puis au secondaire pendant quelques années, et ensuite au niveau universitaire. Ils sont maintenant mariés et ont eux-mêmes des enfants. Ils sont en quête de logement et créent un problème comme jamais auparavant dans le secteur du logement. Le problème ne pourra que s'aggraver au cours des prochaines années. Quels sont les besoins?

Qu'on me permette de mentionner ici le programme de projets témoins urbains. Est-ce ce dont nous avons besoin pour régler la crise actuelle? Faut-il dépenser 100 millions de dollars pour réaliser ce que le ministre nous a exposé aujourd'hui? Revenons un peu en arrière. Lorsque le ministre est entré à la Chambre, il aura deux semaines demain, et qu'il nous a annoncé ce programme, on venait tout juste de nous rappeler encore une fois la montée en flèche du coût de la vie, mais il n'est pas entré du tout dans les détails de ce programme. Il ne nous a pas donné le moindre petit renseignement comme ceux que renfermait son discours cet après-midi. Quant à moi, je suis assuré que les objectifs du programme de 100 millions sont bons, en principe du moins, et je dirais qu'en principe, le programme de 100 millions est un bon programme. Il y a une quinzaine, je pensais, d'après les propos que le ministre avait tenus, et le peu d'information qu'on nous avait fourni à la Chambre, je pensais, dis-je, qu'il s'agissait littéralement d'un gaspillage d'argent.

Je m'empresse toutefois d'ajouter qu'en fonction de nos priorités, cette dépense de 100 millions est inopportune et intempestive. Je ne reviens pas sur ce que j'ai dit. J'aimerais néanmoins nuancer la déclaration que j'ai faite selon laquelle l'argent serait dépensé en pure perte. Ce ne sera pas en pure perte. Je songe seulement aux autres priorités et aux autres domaines dans lesquels nous devons investir. Quels sont ces autres domaines?